https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article4017

Nouveau plan de rigueur : le gouvernement persiste et signe !

- SNES académique de Dijon - S3 - Actualité du métier - Communiqués SNES-FSU -

Date de mise en ligne : mardi 8 novembre 2011

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Après le G20 qui n'a eu pour seuls objectifs que de faire plier la Grèce et de « rassurer » les marchés, la situation économique et sociale reste inquiétante en Europe. La fuite en avant des Etats consistant à sabrer dans les dépenses publiques, aggrave la situation. Dans tous les pays les craintes des citoyens et leur opposition aux plans d'austérité face à l'avenir ne cessent de grandir.

En France le gouvernement présente aujourd'hui son nouveau plan de rigueur, le deuxième en à peine deux mois... Tout en fragilisant l'économie, ces plans sont fondés sur le même principe aussi inefficace qu'injuste qui consiste à faire porter les efforts essentiellement sur les salariés. En accélérant la réforme des retraites, en limitant la progression des dépenses de santé, en poursuivant la réduction des dépenses de l'Etat, en mettant en cause le financement des collectivités locales, ce sont effectivement les salariés, du public comme du privé, les chômeurs, les jeunes et les retraités, qui sont mis à contribution sans distinction du niveau des revenus ce qui aggravera encore les inégalités. La désindexation partielle des prestations amènera une nouvelle dégradation du niveau de vie des familles les plus modestes et des privés d'emploi.

A l'opposé de mesures injustes et brutales, la FSU continue d'affirmer qu'il faut envisager des mesures structurelles permettant à terme une réelle sortie de crise : une réforme de grande ampleur de la fiscalité, la relance de l'emploi et l'augmentation des salaires. Les services publics et la Fonction publique sont des leviers pour sortir de la crise et non des boulets financiers, comme le prétend le gouvernement. Il faut stopper la suppression des emplois publics, mettre en œuvre une politique industrielle créatrice d'emplois dans le cadre de la transition écologique, revenir sur les niches les plus importantes, revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires, revenir sur le crédit impôt recherche, mettre en place un contrôle public de l'activité des banques pour les recentrer sur les prêts et investissements utiles, et permettre à la BCE de prêter aux Etats en lieu et place des banques privées. C'est une question de justice sociale mais aussi d'efficacité.

La FSU demande que les organisations syndicales soient consultées sur la situation économique et sociale de notre pays.

Elle appelle les salariés, les chômeurs et les jeunes à se rassembler et à agir pour faire face à cette situation.

Copyright © SNES Dijon